

2. L'expérience des services RTM en Haute-Savoie – Jérôme LIÉVOIS (RTM 74)

Cette intervention présente des exemples pris en Haute-Savoie mais correspond plus largement à la réflexion menée à l'échelle de l'ensemble des services de Restauration des Terrains en Montagne présents en France dans les Alpes et dans les Pyrénées.

Premièrement il convient de rappeler que nos vallées sont soumises depuis toujours aux phénomènes naturels tels que les avalanches, les glissements de terrain, les chutes de pierres, les divagations torrentielles et les phénomènes glaciaires, comme en témoignent les nombreux exemples qui figurent dans les archives des RTM.

Parmi les exemples les plus connus, on peut citer ceux de la commune de Faverges ravagée en 1737 par une crue torrentielle, de la catastrophe de Saint-Gervais en 1892 ayant causé 175 morts suite à une rupture de poche sous-glaciaire à Tête-Rousse (Fig. 2), ou encore des phénomènes dommageables dont certains remontent au XVe ou au XVIe siècle rapportés dans l'ouvrage de P. Mougins "Les torrents de Savoie" publié en 1914).

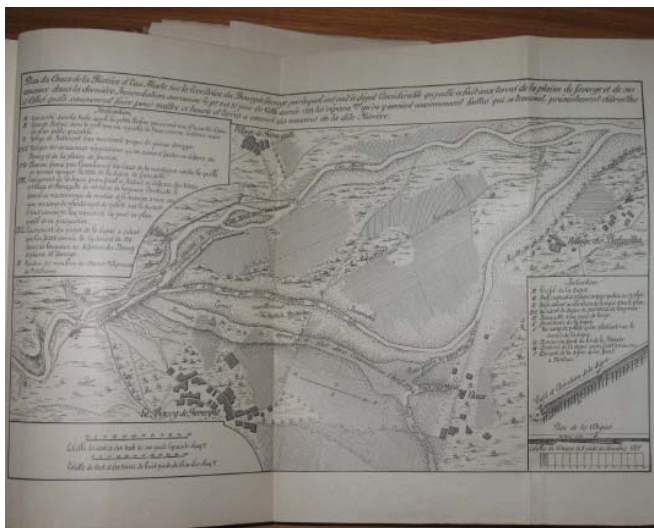


Fig. 2. Catastrophes de Faverges en 1737 (à gauche) et de Saint-Gervais en 1892 (à droite)

La prise de conscience s'est faite assez progressivement, mais notamment à partir du milieu du XIXe siècle. Dans le contexte du réchauffement climatique marquant la fin du « Petit âge glaciaire », le service RTM créé en 1860 a été chargé de lutter contre les effets de ces phénomènes perçus à cette époque comme majoritairement dus aux activités humaines pratiquées dans le monde rural (déboisement et surpâturage). Par ailleurs, les archives montrent qu'il y a 150 ans, les agents RTM se rendaient déjà sur le terrain avec des élus, mais aussi assez souvent avec des instituteurs.

Il a fallu attendre la deuxième moitié du XXe siècle pour voir apparaître une cartographie plus systématique des aléas naturels. A partir des années 1970, suite à de grandes catastrophes telles que la coulée de boue du Plateau d'Assy (70 morts, en majorité des enfants) ou l'avalanche de Val d'Isère en 1970 (39 morts), d'importants efforts ont été entrepris pour localiser préventivement ces phénomènes et les référencer avec une part très active des RTM dans cette tâche (CLPA, PZEA, PZERN, etc.). C'est aussi l'époque de l'apparition des cartes ZERMOS du BRGM sur les mouvements de terrain.

Parallèlement les gens s'étant équipés de téléviseurs, notamment à l'occasion des jeux olympiques de 1968 se sont mis à regarder massivement la télévision dans ces années là, et de cette façon « les catastrophes par la télévision sont rentrées dans les foyers ». Les médias ont ainsi permis au plus grand nombre de nos concitoyens de visualiser ces phénomènes et d'y associer leurs émotions lors de catastrophes (Passy, Grand Bornand, Val d'Isère...). L'émotion est ainsi devenue un facteur très important dans la gestion des situations de crise (ex. : Fig. 3).

Plus récemment (depuis une quinzaine d'années) ces mêmes médias ont diffusé largement l'information sur le « changement climatique ». C'est la prise de conscience qui est relativement récente et non le phénomène, qui comme on l'a vu existe depuis 150 ans. **Ce qui est vraiment nouveau pour les praticiens et les acteurs de la prévention des risques naturels, c'est l'arrivée massive des médias et du discours autour de ce phénomène, bien plus que l'évolution des aléas !**



Fig. 3. Couverture de Paris Match sur la catastrophe du Grand Bornand en 1987 (23 morts)
Article du Monde sur le réchauffement climatique (janvier 2011)

Le monde politique a pareillement perçu progressivement l'effet mobilisateur du discours sécuritaire dans ce domaine. Il a enjoint ses relais techniques à se montrer présents dans ce domaine, « par une présence physique sur le terrain, en uniforme et avec des véhicules visibles, pour ne pas passer inaperçus et montrer que l'Etat n'abandonne pas la population à son triste sort »

Enfin les organismes de recherche ont apporté un éclairage toujours plus pertinent sur les mécanismes physiques qui sous-tendaient ces phénomènes parfois catastrophiques. Parmi les études et recherches diverses ainsi mises en œuvre on peut citer celles qui ont été menées en 2010 sur le glacier de Tête-Rousse. Ce partenariat est jugé indispensable : « on ne pourrait pas avancer sans ce genre d'études ».

Aujourd'hui nous nous retrouvons tous dans un jeu systémique complexe (Fig. 4) parmi les acteurs en présence : la population exige la sécurité (ce qui en démocratie figure « au sommet »); les médias ont le rôle d'informer; les scientifiques cherchent à développer leur savoir; les politiques «ont le pouvoir et les finances»; les techniciens/praticiens essaient de mettre en œuvre ce que les politiques et la population leur demandent, avec ce que les scientifiques leur apportent, et travaillent également avec les médias. Un grand absent est à relever dans ce schéma : il s'agit du monde judiciaire.

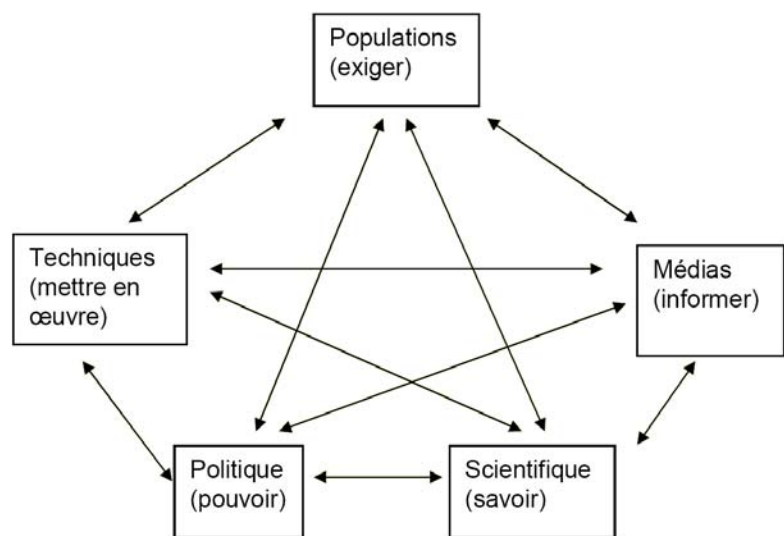


Fig. 4. Jeu d'acteurs traitant des risques

Les liens entre ces différents acteurs sont en perpétuelles évolutions.

Le discours sur le réchauffement climatique très médiatisé depuis une quinzaine d'années n'a pas changé fondamentalement ni la localisation des phénomènes, ni le jeu des acteurs multiples. Par contre il exacerbe les interrogations sur l'évolution de la probabilité d'occurrence des événements et de leurs intensités. Il renforce par là même, l'angoisse sécuritaire. Par ailleurs, ce discours s'impose à un certain nombre d'acteurs, « ne serait-ce que parce que les financements passent aussi par là »...

Tous ces acteurs ont des références temporelles différentes pour répondre à cette demande sociétale.

- La population exige d'être protégée ou rassurée maintenant et en permanence.
- Les médias affichent leurs « produits » de manière souvent saisonnière et renouvellent régulièrement les sujets.
- Les scientifiques progressent dans leur savoir mais de manière irrégulière au rythme de leurs programmes pluri annuels et des financements obtenus.
- Les politiques, qui décident des financements, exigent quant à eux d'obtenir des effets rapidement.

Beaucoup d'avancées demandent de nombreuses années. Elles débouchent presque toujours sur de nouvelles interrogations.

- Les techniques mettent en œuvre des procédés dont les effets sont rarement visibles et immédiats. Ils sont aussi très dépendants des financements incertains sur le long terme.
- Les politiques décident des financements mais exigent, comme la population qu'ils représentent, d'en mesurer les effets (« un retour sur investissement ») rapidement, c'est-à-dire pendant le temps de leur mandat.

Les problèmes de communication rencontrés par les praticiens et les gestionnaires du risque résultent probablement assez largement de ces différentes échelles de temps prises en compte par les différents acteurs.